

ORGANISONS LA RÉSISTANCE À L'ORDRE CORPORATISTE DE L'EUROPE VATICANE ET TOTALITAIRE

«S'il y a un régime totalitaire - totalitaire de fait et de droit -, c'est le régime de l'Église, parce que l'homme appartient totalement à l'Église, doit lui appartenir, parce que l'homme est la créature du bon Dieu, il est le prix de la Rédemption divine, il est le serviteur de Dieu, destiné à vivre pour Dieu ici-bas, et avec Dieu au ciel. Et le représentant des idées, des pensées et des droits de Dieu, ce n'est que l'Église. Alors, l'Église a vraiment le droit et le devoir de réclamer la totalité de son pouvoir sur les individus: tout l'homme, tout entier, appartient à l'Église, parce que, tout entier, il appartient à Dieu ».

*Castelgandolfo, le 18 septembre 1938.
Déclaration de Pie XI à des pèlerins de la CFTC.*

La déclaration du pape Pie XII aux Pèlerins de la C.F.T.C. (devenus C.F.D.T.) a, au moins un mérite, elle éclaire le rôle et la place de la hiérarchie catholique dans les institutions de la communauté européenne (devenue il est vrai: *UNION EUROPÉENNE*) et qui, pour éviter toute méprise, s'est dotée d'un symbole: Celui de l'*Immaculée Conception!* (douze étoiles jaunes à cinq branches sur fond bleu).

La Chambre des Corporations

Bien entendu, les ambitions des Saints Pères qui agissent dans l'ombre des commissions et sous commissions de Bruxelles, ne sauraient se limiter à négocier avec ce qui reste de souveraineté nationale en France et ailleurs...

Il faut substituer aux organes des démocraties fondées sur la représentation nationale issue, elle-même du suffrage universel des organismes corporatistes associant les *«corps intermédiaires»* à la mise en œuvre des décisions prises dans l'ombre de Bruxelles et, au-delà, dans les conseils de la *Banque Mondiale* et du *Fonds Monétaire International*.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement qu'on persiste, on ne sait trop pourquoi, à appeler *«Français»* vient de décider la mise en place d'un *«Comité National de l'Euro»* dont la composition est en elle-même tout un programme.

Ce *Comité National* étant complété par des comités départementaux, c'est approximativement 8.000 à 10.000 personnes invitées à se réunir pour se convaincre que: *«la monnaie unique favorisera le développement des échanges (...). Elle clarifiera les conditions de la concurrence (...). L'Euro sera un facteur de croissance (...). Cette monnaie contribuera au maintien de prix stables (...). Elle devrait contribuer à réduire les écarts de revenus entre les salariés des différents États membres, ainsi que les écarts de développement entre les régions. La monnaie unique sera un facteur de rayonnement et de puissance sur la scène internationale»;*

ou exprimé plus crûment par les représentants de la Bundesbank se convaincre: *«que l'Euro sera un instrument «pour abaisser le coût du travail» et que «l'union monétaire suppose une plus grande flexibilité du marché du travail, puisque l'emploi et les salaires seront les seules variables d'ajustement qui resteront aux pays membres lorsqu'ils auront perdu la possibilité de dévaluer».*

A ce propos, on notera qu'en juin 1982 le gouvernement Mauroy-Delors avait promis que la politique de rigueur nécessaire au *«franc fort»* serait un facteur de développement de l'emploi.

Depuis , le nombre de chômeurs a pratiquement triplé sans parler des fins de droits et autres *«exclus»*.

Telle est la logique de la politique déflationniste, qu'à l'instar de Pierre Laval en 1933, les faux socialistes mais vrais réactionnaires ont consciemment mis en place. Reste que les conséquences désastreuses de cette politique apparaissent de plus en plus clairement à un nombre croissant de travailleurs et de démocrates qui ne sauraient se contenter des pleurnicheries humanitaires ou de tirades «*antiracistes*» de gens qui, hier encore, faisaient tirer à Sétif, à Madagascar et en Indochine, ou plus récemment en Nouvelle Calédonie, sur les «*indigènes*» revendiquant l'indépendance nationale.

Cela étant, il ne faut pas se dissimuler qu'il faut un certain courage pour ramer à contre-courant et refuser, comme en 1940, de s'inscrire dans les organes de la «*Charte du Travail*» ou la collaboration à l'édification d'un «*Ordre nouveau*». Mais la sauvegarde de nos libertés individuelles et collectives exige ce courage et à moins de se résigner à la destruction de la civilisation, les militants ouvriers et les démocrates doivent impérativement trouver les voies et moyens de la Résistance à la barbarie totalitaire.

Contrairement à ce qu'affirme le Pape, l'individu n'appartient à personne, ni à l'Église ni à l'état totalitaire.

Il faut combattre, par tous les moyens, la tentation de la «*servitude volontaire*». Les actes de résistance n'ont pas forcément un caractère héroïque. Le plus souvent, ils n'exigent qu'un peu de rigueur intellectuelle et de courage moral.

S'agissant des comités de l'Euro, il est bien évident que personne, à commencer par leurs initiateurs, ne se fait d'illusion sur leurs capacités à décider de quoi que ce soit. Le problème n'est pas là... Il s'agit, plus simplement, d'impliquer par une participation plus symbolique que réelle, les militants ouvriers dans le processus de construction de la machine totalitaire européenne. Et c'est cela qui est inacceptable. Aucun militant ouvrier, aucun démocrate digne de ce nom, ne saurait se prêter à une telle mascarade, sans, à terme, encourir le risque du déshonneur.

Les militants ouvriers, les démocrates, ne peuvent nourrir l'espoir fallacieux de faire contrepoids aux institutions dont le rôle est précisément d'écraser toutes vellétés d'opposition individuelle ou collective.

On ne transige pas avec le totalitarisme, on le combat!

On ne saurait accepter la servitude fondée sur le principe de subsidiarité. On ne peut, à moins de se renier, renoncer au combat pour la liberté et la démocratie.

De surcroît, il n'est pas inutile de rappeler que l'histoire, est, impitoyable vis-à-vis de ce genre de renoncements.

Alexandre HÉBERT.
